



DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

Pacte Territorial d'Insertion 2024-2026

Appel à projets départemental
Médiateur social départemental
pour l'accompagnement des gens du voyage

Annexe 1 **CAHIER DES CHARGES ET** **NOTICE CONTEXTUELLE**

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social

Date de lancement de l'appel à projets
1^{er} septembre 2023

Date limite de dépôt des candidatures
13 octobre 2023

Préambule

Issu de la loi n° 208-1249 du 1^{er} décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA), **le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) est un accord départemental** qui traduit une volonté commune de donner davantage de lisibilité dans la mise en œuvre des politiques d'insertion et de faire évoluer les modes de coopération inter-institutionnelles et partenariales sur un territoire. Il s'agit ainsi de **favoriser l'insertion des publics en situation de précarité, au delà-même des bénéficiaires du RSA**, notamment les jeunes, les personnes handicapées.

Son objectif est de participer à accroître le nombre d'accompagnements de personnes très éloignées de l'emploi dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi, de renforcer la qualité et l'efficacité de ces parcours d'accompagnement et d'améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion.

Éléments de contexte

L'accueil des gens du voyage est l'objet d'une politique publique depuis la loi du 5 juillet 2000. L'État et le Conseil Départemental sont tenus, conjointement, d'élaborer et de réviser tous les 6 ans un schéma département d'accueil et d'habitat des gens du voyage.

Dans le cadre de la révision de ce schéma pour la période 2023-2029, une attention particulière est portée sur l'accompagnement social des gens du voyage. En effet, malgré la présence importante sur et hors des différentes aires d'accueil du Département de familles, dont l'ancrage territorial est fortement marqué, leur insertion sur leur territoire de vie reste difficile et se traduit à la fois par un certain isolement social, et par un lien discontinu avec les structures administratives. La visée ultime de l'accompagnement est bien celle de l'accès au droit commun. Cet accès constitue le cadre d'intervention qui structure l'ensemble des modalités envisagées dans le programme d'action du schéma directeur de l'accompagnement.

Le précédent schéma ne comprenait pas de poste d'intervenant social assurant une proximité permanente entre les gens du voyage, les services publics et associatifs du territoire de l'aire ou du département.

Dans le cadre du Pacte Territorial d'Insertion, le Conseil Départemental porte une démarche volontaire sur les besoins des populations de voyageurs résidant sur toutes les aires du département et, pour cela, propose d'externaliser un poste de médiateur social départemental afin d'évaluer et répondre à ces besoins, par un accompagnement individualisé et collectif.

1 – Structures visées par l'opération

Sont visés par l'opération les acteurs de l'offre territoriale d'insertion spécialisés dans l'accompagnement des publics fragiles et ayant une connaissance de cette catégorie de population, ainsi que de sa culture, et répondant aux objectifs fixés dans le présent appel à projets.

Un médiateur social diplômé est exigé.

2 – Public visé

Sont concernés les gens du voyage vivant sur les aires d'accueil.

3 – Objectifs

Finalité : Stabilisation de l'accès aux droits sociaux, santé, économiques et scolaires ; Relations harmonieuses au sein de l'aire et en relation avec les acteurs et la population du territoire.

Le médiateur social départemental aura pour mission :

- Appuyer le gestionnaire des aires d'accueil pour orienter et aider aux démarches administratives, délivrer une information complète et faciliter l'accès aux soins ;
- Accompagner dans une démarche éducative et sociale globale dans les domaines de la vie quotidienne, en vue de résoudre des situations diverses (sociales, économiques, familiales...) ;
- Identifier, accompagner, se mettre à distance et désamorcer des situations ;
- Gérer les situations de stress et réguler les tensions ;
- Accompagner les familles dans l'objectif de scolariser les enfants en primaire et secondaire ; assurer le lien avec les services de l'Éducation Nationale notamment sur la complétude des documents d'instruction à domicile ;
- Repérer les valeurs, les ressources et les capacités des personnes et de leur environnement ;
- Piloter et animer des actions de prévention ;
- Établir et faciliter les relations avec les administrations (services sociaux MDS, CCAS, CAF, bailleurs sociaux, Pôle Emploi, Mission Locale...) ;
- Apporter un soutien dans la gestion des dossiers sociaux, courriers des gens du voyage et travailleurs indépendants ; les orienter vers les services de droit commun compétents ;
- Réaliser des rapports, compte-rendus et des notes de synthèse ;
- Accompagner au projet de sédentarisation des familles.

L'accompagnement proposé devra être centré sur un objectif d'inclusion sociale et de vivre ensemble, en portant une attention particulière au processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne.

4 – Modalité et déroulement de l'opération

A. Conditions de mise en œuvre et transmission des informations

✚ L'opérateur devra indiquer le temps passé sur chaque aire, tant sur le plan collectif qu'individuel.

✚ L'opérateur devra remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de l'ensemble des aires : il s'agit d'un bilan d'action qualitatif précis. Ces informations seront à transmettre au service insertion dans le cadre du bilan final : bilan du projet social par aire et du bilan départemental.

B. Modalité de mise en œuvre de l'accompagnement

Au regard des objectifs fixés, un accompagnement sur des temps individuels et collectifs paraît approprié.

✚ **Localisation de l'opération :**

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités sont souhaités :

Maisons des Solidarités de CAUSSADE - NEGREPELISSE	Maisons des Solidarités de MONTECH – VERDUN SUR GARONNE	Maisons des Solidarités de CASTELSARRASIN - MOISSAC	Maisons des Solidarités de BEAUMONT - VALENCE D'AGEN	Maison des solidarités de MONTAUBAN
---	--	--	---	--

Les actions se dérouleront sur l'ensemble du territoire du Tarn-et-Garonne. Les aires sont réparties sur l'ensemble des 5 MDS : Pommevie, Montauban, Castelsarrasin, Caussade et Montech.

Point de vigilance : Le Schéma départemental des gens du voyage 2023-2029 étant en cours d'élaboration, les localisations peuvent être amenées à évoluer.

5 – Indicateurs de suivi et évaluation continue (opérationnalité)

- Nombre de personnes/familles suivies,
- Renforcement des relations entre les personnes et les institutions,
- Restauration et densification du lien social,
- Sécurisation de l'espace public,
- Responsabilisation (règle, engagement),
- Taux d'inclusion scolaire, pré-professionnelle de jeunes,
- Taux d'autonomie des personnes,
- Nombre de situations ayant débouché sur un accès au droit,
- Taux de sortie en sédentarisation.

Le médiateur devra identifier et mobiliser tous les dispositifs d'inclusion sur le territoire. Il devra collaborer avec l'ensemble des partenaires sociaux publics, associatifs et structures délivrant l'accès aux soins.

6 – Coût de l'action (transparence financière)

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur l'ensemble du territoire en précisant le coût d'intervention horaire ou journalier affecté

Les dépenses prises en considération dans le calcul de la participation financière correspondent aux coûts directs (dépenses de personnel et charges de structure) liés exclusivement à la réalisation de cette action.

Toutefois, le budget prévisionnel devra être équilibré et réaliste et une recherche de pluri-financements ou autofinancement paraît nécessaire à partir de 7 000€. Le budget prévisionnel doit refléter fidèlement l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la réalisation de l'action.

7 – Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- renvoyer les conventions dans le délai imparti uniquement par courrier (signatures originales)
- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, une fois par an, les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,
- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention, accompagnés des pièces nécessaires (liste annexée à la convention),
- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le cadre des règlements en vigueur.

8 – Respect des obligations (conformité)

En cas de non respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

ATTENTION

Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT

* En format papier à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT
Pôle des Solidarités humaines
Direction de la Cohésion sociale – service insertion
**APPEL A PROJETS PTI – Médiateur social départemental pour l'accompagnement des gens
du voyage**

100 boulevard Hubert Gouze
BP 783
82013 MONTAUBAN cédex

* Par mail à pti@tarnetgaronne.fr

Pour tout renseignement, vous pouvez nous adresser vos questions à l'adresse mail pti@tarnetgaronne.fr avant le 15 septembre 2023.

Les réponses seront apportées sur le site du Conseil Départemental du Tarn et Garonne.

Les dossiers seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 13 octobre 2023, minuit.

Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.

Les critères de sélection :

Un scoring sera établi : une note minimale de 10/20 sera requise pour que les projets soient étudiés.

↳ **Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants (10 points) :**

- 1er critère : Répondre aux critères et objectifs identifiés par le Département et précisés ci-dessus (4 points)

- 2ème critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle (1 point)

- 3ème critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours (2,5 points)

- 4ème critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience de la structure et des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours (2,5 points)

↳ **Points de bonification pour le classement des projets (10 points) :**

- Montant de la subvention sollicitée : bonification si le coût total annuel de l'action est inférieur ou égal à 33 000€ (brut chargé) (2 points)
- Tout projet au dessus de 7 000€ devra présenter un cofinancement (2 points)
- Maillage territorial (1 point)
- Caractère innovant du projet (0,5 point)
- Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire (1,5 point)
- Ciblage plus spécifique du public ou de zones géographiques en réponse à un besoin particulier. Prise en compte des caractéristiques du territoire (rural, isolé, zone urbaine sensible,...) (1 point)
- Effet levier pour l'emploi (1 point)
- Prise en compte de la question environnementale et de ses conséquences dans le projet (0,5 point)
- Cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire (programmation FSE+, politique de la ville,...) (0,5 point)

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles, par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

S'il est retenu, le porteur de projet fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2024, sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées. Il pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2025 et 2026.

Le calendrier de la procédure :

- Appel à projets en ligne : **du 1^{er} septembre au 13 octobre 2023**
- Instruction des dossiers : **du 16 octobre au 20 octobre 2023**
- comité de sélection : **entre le 23 octobre et le 27 octobre 2023**
- Diffusion des résultats : **à compter du 30 octobre 2023**